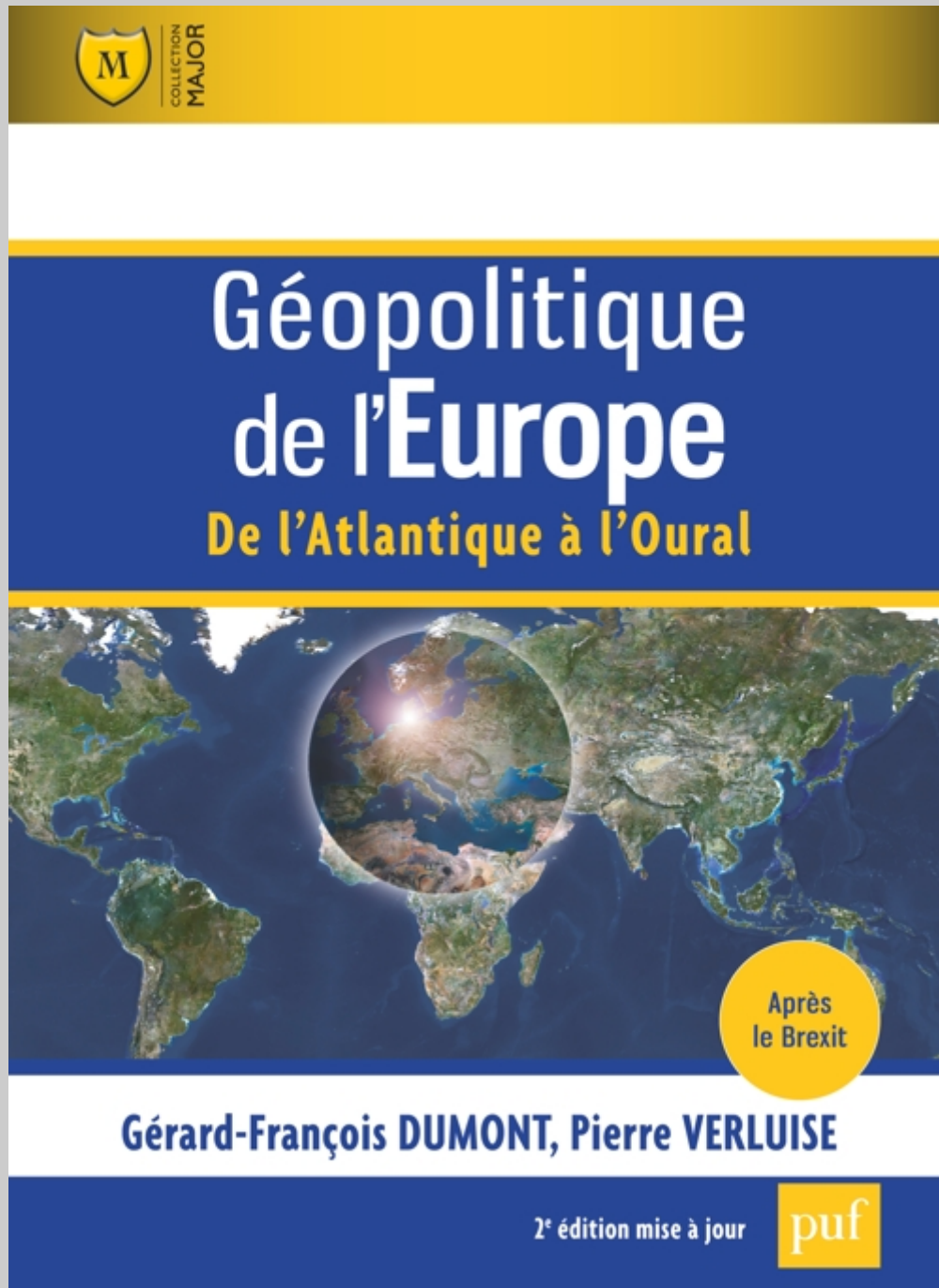




La revue géopolitique

Diploweb.com, revue géopolitique, articles, cartes, relations internationales > Monde > Transversaux > **Trump et Poutine : les affinités ne font pas une alliance russo-américaine**

Diploweb.com recommande :



Nouvelle édition entièrement mise à jour.

Trump et Poutine : les affinités ne font pas une alliance russo-américaine

vendredi 11 novembre 2016, par *Cyrille BRET*

L'auteur :

Enseigne à Sciences-Po Paris et dirige le site de géopolitique EurAsia Prospective / @cy_bret

Retrouvez l'article à cette adresse :

<http://www.diploweb.com/Trump-et-Poutine-les-affinites-ne.html>

Un rapprochement Trump-Poutine n'est pas à exclure, dans les premiers temps de la présidence et sur le plan symbolique : une levée partielle des sanctions américaines en serait le signe - peu coûteux. Cela permettrait au nouveau président de marquer sa singularité et de souligner son nouveau statut d'homme d'Etat. Mais une alliance russo-américaine semble aujourd'hui peu probable : la promotion des intérêts américains dans le monde (fermeté face à l'Iran, solidarité hégémonique à l'OTAN) se heurte à la renaissance internationale de la Russie.

LA VICTOIRE de Donald Trump au scrutin présidentiel du 8 novembre 2016 annonce-t-elle le réchauffement des relations russo-américaines que beaucoup prédisent [1] ? Le 45ème président américain a effectivement exprimé son admiration pour le président Vladimir Poutine [2]. Et il a été payé de retour par le *leader* russe. Les comparaisons entre les deux *leaders* vont aujourd'hui bon train [3] : ils affichent le même mépris du « politiquement correct » et le même culte de la force. Ils sont tous deux critiques envers le système international actuel. De nombreux analystes soulignent en outre les proximités idéologiques et financières entre les entourages respectifs des deux *leaders* [4]. Enfin, la thèse d'une alliance objective entre le candidat américain et les services russes pour déstabiliser la candidate Clinton en diffusant ses courriels piratés est aujourd'hui diffusée dans le camp démocrate.

Ces proximités - réelles ou supposées - suffiront-elles pour que le futur président Trump mette fin la « nouvelle Guerre Froide » en Europe orientale ? Un front uni

russo-américain contre Daech en Syrie se profile-t-il ? Les alliés des Etats-Unis en Europe (Ukraine, Etats baltes, Pologne) et dans le Caucase (Géorgie) doivent-ils redouter un retournement d'alliance et la levée des sanctions américaines contre la Russie ?

Rien n'est moins sûr si on examine attentivement les éléments du programme diplomatique et militaire du candidat Trump exprimé le 27 avril 2016 dans les bureaux de la revue de géopolitique conservatrice *The National Interest* [5]. Si on décrypte ce discours très construit [6], on constate que les similitudes apparentes ne peuvent tenir lieu de convergences politiques sur le fond. Si les affinités personnelles (encore bien hypothétiques) se confirment, elles n'effaceront pas les différends géopolitiques structurels entre les deux Etats : l'isolationnisme qu'on impute à Trump reste à confirmer (I) ; un « nouveau départ » avec la Russie est hautement improbable aujourd'hui (II), le réchauffement entre OTAN et Russie en Europe n'est pas à l'ordre du jour [7] (III) et la coopération russo-américaine au Moyen-Orient est hautement improbable (IV).

Les ressemblances dans les postures personnelles ne conduisent pas nécessairement à une convergence des actions extérieures.

I. L'isolationnisme : un bon thème de campagne mais une politique impossible

Depuis le début de la campagne électorale, il est de bon ton d'affirmer que Donald Trump n'a pas de programme en politique étrangère. C'est confondre les déclarations à l'emporte-pièce destinées à galvaniser l'électorat avec une ligne politique. En réalité, le discours du 27 avril 2016 donne de nombreuses clés sur les postures géopolitiques du « président élu » qui ne deviendra président en fonction qu'en janvier 2017.

Le premier axe de ce discours serait l'isolationnisme : le candidat Trump a vertement critiqué l'interventionnisme des présidences de Bill Clinton et Barack Obama afin de mieux miner la candidature de Hillary Clinton, ancienne conseillère du premier et Secrétaire d'Etat du second. Ce que Donald Trump souhaite, c'est replacer la défense et la promotion des intérêts économiques et sécuritaires des [Etats-Unis](#) au centre de sa politique étrangère : « America First ! » répète-t-il. On interprète généralement ce slogan comme une volonté de repli sur les affaires intérieures. Elle laisserait le champ libre à la Russie en Ukraine, dans la Baltique et dans le Caucase. Et elle adopterait une attitude conciliante envers l'interventionnisme russe afin de lui déléguer en partie la lutte contre Daech en Syrie. L'isolationnisme serait la condition d'un nouveau départ avec la

Russie.

Dans la politique américaine, les éléments de langage isolationnistes sont répétés mais rarement suivis d'effets...

L'étiquette « isolationniste » a été trop hâtivement attribuée à la future présidence Trump [8]. En effet, les buts annoncés par Trump ne sont pas plus isolationnistes que ceux de Barack Obama : restaurer la confiance des alliés traditionnels des Etats-Unis (Israël, Arabie Saoudite) ; contrer ses rivaux (Iran, Corée) et reconstruire les capacités militaires des Etats-Unis, tels sont les objectifs du futur président américain.

En outre, dans la politique américaine, les éléments de langage isolationnistes sont répétés mais rarement suivis d'effets. Thème traditionnel des candidats Républicains depuis plus d'un siècle, le désengagement à l'égard des affaires du monde a trouvé en Coolidge et Hoover de fervents avocats durant les années 1920 : il s'agissait pour eux de gagner les élections contre les candidats démocrates encore nimbés de l'aura internationale humanitaire de la présidence Wilson. Dans la période récente, les candidats Républicains résolument isolationnistes se sont rapidement convertis à l'interventionnisme : les discours chauvins de George W. Bush (Jr). se sont évaporés sous l'effet des attentats du 11 septembre 2001. Ce président indifférent à la politique étrangère durant la campagne électorale a réalisé les plus grandes opérations d'occupation militaire d'un pays depuis l'invasion de l'Allemagne et du Japon en 1945. Et il a incarné le courant néo-conservateur obsédé par l'exportation universelle de la démocratie. L'isolationnisme fait toujours un bon slogan pour un candidat qui revendique le statut de voix du peuple et de *challenger* hors système. Mais il ne résiste pas à l'exercice du pouvoir, ne serait-ce qu'en raison des **surprises stratégiques** que réserve le monde. Sans compter sur le fait que de nombreux présidents - américains ou non - cherchent souvent un deuxième souffle à leur politique intérieure dans la politique extérieure.

II. Le fantasme d'un « nouveau départ » (reset) avec la Russie

Le projet de nouveau départ avec [la Russie](#) est soumis aux mêmes incertitudes. Nombreux sont les candidats qui, aux Etats-Unis, en France ou encore en Italie, trouvent dans la réconciliation avec la Russie un thème de campagne utile : cela démontrerait à peu de frais leur statut d'hommes d'Etat, de réalistes et d'hommes

à poigne. Il en va de Donald Trump comme de Nicolas Sarkozy au début de son mandat, de François Hollande au milieu du sien ou encore de Silvio Berlusconi au déclin de son pouvoir [9].

Mais le projet fait généralement long feu. Ainsi, le candidat Obama avait promis, en 2008, de réaliser un *reset* avec la Russie, autrement dit de prendre un nouveau départ en réaction aux rancunes accumulées durant la décennie 2000 : Moscou avait vu la main de Washington dans les révolutions de couleur en Ukraine et en Asie centrale, avait critiqué l'extension de l'OTAN en Europe orientale et dans le Caucase et avait accusé les Etats-Unis d'un encerclement de la Baltique au Pacifique en passant par la Caspienne.

Ce *reset* a subi le même sort que l'alliance franco-russe envisagée par la France l'hiver 2015-2016 en conséquence aux attentats de Paris. Il s'agit d'un vœu pieu qui se heurte à la réalité des divergences d'intérêts nationaux : la Russie n'est pas dans une dynamique d'alliance et les Etats-Unis ont des réseaux d'alliance solides qui excluent la Russie. L'impossibilité du *reset* se constate notamment en Europe et [en Syrie](#).

III. Ni la fin de la « nouvelle Guerre Froide », ni le désengagement de l'OTAN ni la levée des sanctions américaines contre la Russie ne sont à l'ordre du jour

L'élection de Donald Trump suscite une grande inquiétude dans l'est de l'Europe : à Kiev, Tallin, Riga, Vilnius ou encore Tbilissi, on se demande si le retournement d'alliance n'est pas proche. Le candidat Trump n'a-t-il pas annoncé sa volonté de se dégager du [fardeau financier de l'OTAN](#) et de parvenir à une coopération avec la Russie ?

Si on examine précisément les déclarations du candidat Trump, on constate que son objectif n'est pas un tournant géopolitique (se désintéresser de l'OTAN) mais une **inflexion dans le financement de l'outil militaire américain**. Ce que le président Trump essaiera sûrement de faire, c'est de reprendre un des chevaux de bataille traditionnel des présidents américains depuis la crise économique des années 1970 : faire financer l'effort de défense américain (le « parapluie sécuritaire ») par les alliés. Ainsi, les présidences américaines ont réussi à faire financer 70% de la présence militaire américaine au Japon par l'Etat japonais. En ce qui concerne l'Europe, le président Trump reprendra le thème récurrent des présidents américains : les Etats européens doivent porter à 2% du PIB (hors pensions) leurs budgets nationaux de défense.

L'engagement des Etats-Unis dans une politique active d'extension de l'OTAN sur les territoires autrefois appartenant au bloc soviétique est une tendance lourde de l'influence américaine, insensible aux alternances politiques.

Le scénario d'un retrait de l'OTAN, dans la Baltique et en Ukraine est aujourd'hui peu crédible. Les Etats-Unis ne jouent en effet pas seulement leur prestige dans cette région du monde : ils y défendent leurs intérêts directs. Intérêts que le candidat veut défendre, à la maison comme dans le monde.

L'engagement des Etats-Unis dans une politique active d'extension de l'OTAN sur les territoires autrefois appartenant au bloc soviétique est une tendance lourde de l'influence américaine, insensible aux alternances politiques. L'OTAN s'est étendue vers l'est par étapes inexorables : en 1999, elle a accueilli la Pologne, la Hongrie et la Tchéquie parmi les Etats alliés ; en 2004, les trois Etats baltes ainsi que la Roumanie et la Bulgarie ont été inclus ; en 2009, la Croatie et l'Albanie pour accepter la candidature du Monténégro en 2016. En outre, l'OTAN est intervenue dans l'espace frontalier de la Russie, en Afghanistan principalement. Aujourd'hui, les Etats-Unis sont peu sûrs de la Turquie comme membre de l'OTAN. La solidité du soutien européen est le seul point fixe de la politique européenne et méditerranéenne des Etats-Unis. Il paraît peu probable que le 45ème président américain dissipe cet héritage conquis de haute lutte, ne serait-ce que parce qu'il s'agit du principal levier de pression sur la Russie et l'Iran.

Donald Trump président remettra-t-il en cause les décisions du dernier Sommet de l'OTAN annoncé le 8 juillet 2016 à Varsovie ? Les batteries anti-missiles en Roumanie, en Tchéquie et en Pologne ont été revendiquées par le candidat Trump comme des instruments de défense des intérêts américains. Il a présenté cet irritant structurel pour Moscou comme un élément indispensable du rapport de force avec Téhéran. Loin de se singulariser par rapport aux précédents présidents américains, il endosse la même position - inacceptable pour Moscou.

Dans son attitude envers l'OTAN, le président Trump rencontrera rapidement le **principe de réalité** : s'il souhaite engager un nouveau programme de réarmement, il aura besoin des exportations de matériels de guerre. Or le meilleur argument de vente des industriels américains en Europe a toujours été la solidarité stratégique des Etats-Unis à travers l'OTAN. Une nouvelle preuve a récemment été donnée de ce phénomène : les autorités polonaises ont préféré renoncer aux hélicoptères militaires d'Airbus (Caracal) pour s'approvisionner auprès des Etats-Unis [10].

Il est vraisemblable que la présidence **Trump réclamera des financements supplémentaires de la part des Etats européens pour l'OTAN** - comme souvent en début de mandat. Mais cette demande se heurtera aux mêmes freins que les précédentes : les Etats-Unis entendent rester maîtres de l'Alliance atlantique, de sorte qu'ils ne ménagent que peu d'espace pour l'autonomie stratégique de leurs alliés. On comprend dans ces conditions que peu d'Etats soient enclins à augmenter significativement leurs efforts de défense.

Concernant les sanctions américaines contre la Russie, il est probable que des initiatives rapides seront prises au moins sur le plan symbolique. En effet, ces sanctions coûtent peu aux Etats-Unis par comparaison à ce qu'elles coûtent à l'Europe. Toutefois, les groupes d'influence pro-ukrainiens sont bien établis à Washington. Et la Russie n'accorde pas la même importance à la levée des sanctions américaines qu'à celles de l'Union européenne ou à l'influence de l'OTAN. Ce sera une concession peu onéreuse mais de peu de conséquence pour les Etats-Unis.

L'admiration personnelle de Donald Trump pour Vladimir Poutine prendra peut-être corps de manière symbolique. Mais la présidence Trump sera sans aucun doute guidée par la nécessité de maintenir le rapport de force en Europe avec la Russie pour promouvoir tous les intérêts américains sur le continent. La solidité de l'OTAN et l'installation du bouclier anti-missile en sont les meilleures garanties. Or il s'agit de lignes rouges pour la Russie.

Que les Baltes, les Géorgiens et les Ukrainiens ne s'inquiètent pas à l'excès : la fin du rapport de force entre OTAN et Russie en Europe n'est pas pour demain.

IV. Les limites d'une alliance russo-américaine contre le terrorisme en Syrie et au Moyen-Orient

Le rapprochement entre les Etats-Unis de Trump et la Russie de Poutine peut-il en revanche se réaliser au Moyen-Orient, au nom de la lutte contre Daech ? Les annonces ont en effet été tonitruantes : le candidat Trump a déclaré disposer d'un plan pour éradiquer Daech et a souligné la communauté d'intérêts avec la Russie dans ce domaine.

Cela ne suffira toutefois ni à cimenter un front uni russo-américain contre Daech ni à résoudre les tensions entre les ennemis de Daech (Iran, Turquie, régime Al Assad, Arabie Saoudite). En effet, ceux qui se basent sur les déclarations du candidat Trump pour prophétiser une véritable alliance russo-américaine en Syrie se méprennent tout à la fois sur la nature et les objectifs de l'intervention russe en Syrie et sur les difficultés de la politique américaine en Syrie.

Premièrement, une grande alliance avec la Russie contre le terrorisme est une illusion qui alimente les fantasmes diplomatico-militaire aux Etats-Unis comme en France. Ce slogan butte sur la réalité : mener des opérations militaires avec la Russie suppose des partages d'informations, des communications et une certaine réciprocité dans les rapports entre forces armées. Or ceux qui s'essaient à ces exercices limités se heurtent à l'unilatéralisme des forces armées russes sur le terrain : leurs cibles, leurs modes d'action, leurs itinéraires ne sont pas partagés. Même un *Commander in Chief* animé de la volonté de coopérer ne pourrait pas longtemps tenir la posture face à un corps expéditionnaire russe non disposé et non entraîné à agir en coalition. Le rapprochement évoqué entre France et Russie il y a un an dans le sillage des attentats de Paris a montré les limites de cette alliance. C'est que les enjeux de l'opération en Syrie sont bien différents pour la Russie : elle fait cavalier seul car elle entend faire la preuve qu'elle est capable de projeter ses forces loin de ses frontières en dépit des sanctions internationales. Et cet objectif n'est pas compatible avec celui des Etats-Unis, lutter contre un réseau de terrorisme international.

Deuxièmement, la défense des intérêts américains nécessite la préservation des réseaux d'alliance au Moyen-Orient. Or ces réseaux d'alliance sont non seulement différents mais même incompatibles avec ceux de la Russie. L'intervention russe se fait en lien étroit avec « l'axe chiite » formé par les troupes iraniennes présentes en Syrie et par le Hezbollah. Les intérêts américains sont, eux, [solidaires de l'Arabie Saoudite](#) et des monarchies du Golfe. Et ces réseaux d'alliance sont en tension sur le terrain : ils n'ont pas les mêmes cibles pour leurs frappes pas les mêmes relais locaux et pas les mêmes propositions pour la sortie du conflit. Les déclarations du candidat Trump sur l'Iran empêchent tout rapprochement durable avec la Russie. Si le président Trump souhaite annuler ou réviser l'accord sur le nucléaire avec l'Iran et reprendre le bras de fer avec Téhéran, il entrera en tension directe avec Moscou. Il faudra choisir entre le rapprochement avec Moscou et la reprise du bras de fer avec Téhéran.

En Syrie et au Moyen-Orient, les objectifs de la Russie sont aujourd'hui incompatibles avec ceux des Etats-Unis. [La lutte contre Daech](#) n'est qu'un trait d'union partiel et provisoire entre les deux Etats. Promouvoir une politique de puissance au Moyen-Orient, reconstruire ses installations militaires chez l'allié syrien, bénéficier de l'influence grandissante de l'allié iranien, trouver un débouché au plan de modernisation des forces armées, voilà les ambitions stratégiques de la Russie dans la région. Elles sont, d'évidence, incompatibles avec la promotion des intérêts américains.

Donald Trump est fréquemment caricaturé le « meilleur ami de Poutine [11] ». C'est plutôt un pragmatique. Il verra bientôt - il voit déjà comme en atteste son

discours du 27 avril 2016 - que la Russie défend des intérêts bien distincts et même souvent orthogonaux à ceux des Etats-Unis. **Un rapprochement Trump-Poutine n'est pas à exclure, dans les premiers temps de la présidence et sur le plan symbolique** : une levée partielle des sanctions américaines en sera le signe - peu coûteux. Cela permettra au nouveau président de marquer sa singularité et de souligner son nouveau statut d'homme d'Etat. **Mais une alliance russo-américaine est aujourd'hui peu probable** : la promotion des intérêts américains dans le monde (fermeté face à l'Iran, solidarité hégémonique à l'OTAN) se heurte à la renaissance internationale de la Russie.

Un rapprochement symbolique sans doute, une alliance géopolitique, probablement pas.

Manuscrit clos le 10 novembre 2016

Copyright Novembre 2016-Bret/Diploweb

Notes

[1] <https://www.washingtonpost.com/news/monkey-cage/wp/2016/11/10/here-how-trumps-election-will-affect-u-s-russian-relations/>

[2] http://www.nytimes.com/2016/09/14/us/politics/donald-trump-vladimir-putin.html?_r=0

[3] http://www.lepoint.fr/monde/trump-le-nouvel-ami-de-poutine-09-11-2016-2081870_24.php

[4] http://abonnes.lemonde.fr/elections-americaines/article/2016/11/05/les-russes-choisissent-donald-trump-candidat-de-la-paix_5025991_829254.html

[5] <http://nationalinterest.org/feature/trump-foreign-policy-15960>

[6] <http://www.diploweb.com/Obama-Trump-Clinton-quelle.html>

[7] <http://www.diploweb.com/La-relation-Russie-OTAN-entre-le.html>

[8] <http://www.lefigaro.fr/vox/monde/2016/09/21/31002-20160921ARTFIG00270-pourquoi-la-politique-etrangere-de-donald-trump-pourrait-n-pas-etre-isolationniste.php>

[9]

<http://www.telos-eu.com/fr/vie-politique/politique-etrangere-donald-trump-au-miroir-de-berl.html>

[10]

http://www.huffingtonpost.fr/cyrille-bret/armement-pologne-helicoptere/?utm_hp_ref=fr-

[11]

http://www.lepoint.fr/monde/trump-le-nouvel-ami-de-poutine-09-11-2016-2081870_24.php

http://www.challenges.fr/monde/elections-americaines/donald-trump-le-meilleur-ami-de-vladimir-poutine_437712

<https://www.letemps.ch/monde/2016/09/08/trump-meilleur-ami-vladimir-poutine>

Copyright DIPLOWEB sauf mention contraire